

CHAIRE

**C.-A. Poissant de recherche
sur la gouvernance
et l'aide au développement**

UQÀM



Aide au développement

Portrait du Danemark

Maggie Bellerose

Avril 2010

www.poissant.uqam.ca

COLLABORATION SPECIALE

Aide au développement : portrait du Danemark
Maggie Bellerose

Ce texte est un travail effectué dans le cadre du cours POL-8501. Les opinions exprimées et les arguments avancés dans cette publication demeurent l'entière responsabilité de l'auteur-e et ne reflètent pas nécessairement ceux de la Chaire C.-A. Poissant de recherche sur la gouvernance et l'aide au développement ou de son comité scientifique.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	3
ARRANGEMENTS INSTITUTIONNELS ET RÔLE DU GOUVERNEMENT	3
STATISTIQUES	4
APD totale du Danemark	5
Dons	5
APD en pourcentage du RNB	5
APD totale de l'UE et pourcentage du RNB.....	6
APD danoise en pourcentage de l'APD de l'UE.....	6
DESTINATION DE L' AIDE.....	6
Aide bilatérale	7
Aide programme.....	7
Principaux pays bénéficiaires de l'aide bilatérale en 2007	8
Aide multilatérale.....	9
Principales organisations bénéficiaires de l'aide multilatérale en 2007	10
ENJEUX PRINCIPAUX.....	10
EXAMEN DE L' AIDE	12
Aide déliée.....	13
Remise de dette	14
CONCLUSION	15
ANNEXE: SYSTÈME DANOIS DE COOPÉRATION	16
BIBLIOGRAPHIE	17

L'aide au développement : portrait du Danemark

Introduction

Les formules d'aide au développement ont beaucoup évolué depuis sa genèse dans les années 1940s. À cette époque, le développement se mesurait en termes de croissance économique, et certains auteurs, tels Rostow, élaborèrent des théories du développement déterminant les étapes à suivre pour permettre un « décollage » de l'économie et l'entrée des pays sous-développés dans la modernisation, l'industrialisation.¹ Cette vision du développement n'ayant d'autre considération que les revenus de l'État s'est transformée à travers les années et les stratégies adoptées par le réseau d'États donateurs. Les années 1990s marquent une multilatéralisation de la conception de développement, qui devient plus humain et inclut des aspects tels l'éducation, la santé, les programmes sociaux, l'environnement et l'égalité des sexes, et mise sur l'effectivité de l'aide. Élaborés d'abord par la Banque mondiale puis repris par l'Organisation des Nations Unies (ONU), les Objectifs du Millénaire pour le développement retiennent huit cibles à remplir pour 2015. Dans cet objectif, les États donateurs se sont engagés à verser 0.7% de leur revenu national brut en aide publique au développement. Le Danemark, un des rares donateurs à atteindre ce but, s'est lancé dans une réforme de sa stratégie d'aide dans le but de s'assurer d'une meilleure effectivité de celle-ci. Malgré son adhésion aux structures et instruments d'aide multilatérale, le pays mise, depuis 1995, sur des programmes bilatéraux par secteur ayant une portée à long terme. L'analyse des politiques d'aide danoises permettra de mieux comprendre ce choix et d'en apprécier les performances.

Arrangements institutionnels et rôle du gouvernement

Au Danemark, la *Loi de 1971 sur la coopération internationale pour le développement* détermine les arrangements institutionnels. Le système d'aide publique au développement (APD) est intégré au ministère des Affaires étrangères (MAÉ). Toutes décisions requièrent l'approbation du ministre de la Coopération pour le développement, conseillé par Danida, agence de développement international responsable de la gestion des activités bilatérales et multilatérales danoises.² Le ministre élabore la stratégie danoise d'APD et prévoit son budget sur la base de ses engagements. La stratégie politique et budgétaire est ensuite présentée au parlement pour approbation, et tout engagement nécessitant un investissement de plus de 5 millions de dollars américains (USD) doit également être homologué par la Commission des finances. Les décisions du parlement, prises par consensus, encouragent les différentes sphères politiques à débattre des questions de développement et donnent à la stratégie danoise une plus grande légitimité et un plus grand impact. Elle est considérée comme faisant partie intégrante de la politique étrangère et de sécurité du Danemark. Toutefois, en raison des risques financiers entraînés par des investissements dans des pays instables, cette culture du consensus pourrait causer un nivellement vers le bas des engagements danois.³

¹ Gilbert Rist, « Chapitre 6 : La modernisation entre histoire et prophétie », In *Le développement. Histoire d'une croyance occidentale*, Presses de la Fondation nationale des Sciences Politiques, Paris, 1996, p. 156.

² Voir le schéma du système danois en page 14 à l'Annexe 1.

³ OCDE Comité d'aide au développement, *Danemark Examen par les pairs*, p. 22 et 44, en ligne, www.oecd.org/danemark.

Afin de mieux remplir les objectifs de la *Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide*, le Danemark s'est engagé dans un processus de décentralisation qui touchait, en 2003, les secteurs bilatéraux, et en 2005, multilatéraux. L'élaboration des politiques d'aide bilatérale se fait maintenant en collaboration avec les ambassades danoises dans les pays partenaires, qui sont responsables de la définition, la préparation, l'exécution, et l'évaluation des programmes. Quatre représentations danoises sont aussi envoyées auprès d'organismes multilatéraux onusiens pour gérer les fonds danois, évaluer leur utilisation et participer aux prises de décision et faire des rapports à l'intention du MAÉ. Ces réformes ont permis au Danemark « une adaptation plus rapide aux besoins du développement, (...) une plus grande souplesse [facilitant] l'alignement (...) sur les priorités des pays partenaires et (...) l'harmonisation avec les autres donateurs. »⁴

Statistiques

Pour l'année 2008, le Danemark s'est classé au quatorzième rang⁵ des pays donateurs membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, avec une aide publique totale de 2 800.02 millions d'USD, dont 66.10% constituait des dons. L'année 2008 marque également une année record pour l'APD⁶ totale fournie par tous les membres du CAD, avec 119.80 milliards d'USD, ce qui représente une moyenne de 0.30% du RNB.⁷ Le Danemark, dont l'APD est de 0.82% du RNB se situe au quatrième rang⁸ pour sa performance. Il excède d'ailleurs constamment les 0.7% et le parlement danois, par voie de consensus, s'est entendu pour maintenir ce pourcentage au-delà de 0.8%.⁹

Tableau 1 : APD totale (millions \$ US)

Années	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Millions \$ US	1 748.16	2 037.13	2 108.92	2 236.12	2 562.23	2 800.02

Source : OCDE Direction de la coopération pour le développement (DCA-CAD), Statistiques de l'aide, *Statistiques de l'aide danoise*, en ligne, www.oecd.org/cad/stats, page consultée le 3 mars 2009.

Tableau 1.1 : Dons

Années	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Millions \$ US	1 144.22	1 191.53	1 414.32	1 524.59	1 722.09	1 850.77
% selon l'APD totale	65.45	58.49	67.06	68.18	67.21	66.10

Source : OCDE Direction de la coopération pour le développement (DCA-CAD), Statistiques de l'aide, *Statistiques de l'aide danoise*, en ligne, www.oecd.org/cad/stats, page consultée le 3 mars 2009.

⁴ *Ibid.* p. 15.

⁵ OCDE Actualité. *L'Aide au développement en 2008 à son plus haut niveau*, en ligne, <http://www.oecd.org/document>.

⁶ Tous les montants liés à l'APD sont calculés selon les versements nets d'APD, sauf indication contraire.

⁷ *Idem.*

⁸ *Idem.*

⁹ *Examen par les pairs, loc. cit.* p. 11.

Tableau 1.2 : APD en pourcentage du RNB

Années	2003	2004	2005	2006	2007	2008
%	0.84	0.85	0.81	0.8	0.81	0.82

Source : OCDE Direction de la coopération pour le développement (DCA-CAD), Statistiques de l'aide, *Statistiques de l'aide danoise*, en ligne, www.ocde.org/cad/stats, page consultée le 3 mars 2009.

Entre les années 2007 et 2008, l'APD totale de l'Union européenne (UE) a augmenté de 6.8%, atteignant ainsi 0.42% de son RNB. La part du Danemark ne représente qu'à peine 4% de l'aide européenne. Ses performances sont toutefois nettement au-dessus de la moyenne européenne.

Tableau 2 : APD totale de l'UE et pourcentage du RNB

Années	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Millions \$ US	37 109.39	42 788.68	55 749.86	59 035.32	61 540.35	70 168.35
% du PNB	0.35	0.35	0.44	0.43	0.39	0.42

Source : OCDE Direction de la coopération pour le développement (DCA-CAD), Statistiques de l'aide, *Statistiques de l'aide de l'UE*, en ligne, www.ocde.org/cad/stats, page consultée le 3 mars 2009.

Tableau 2.1 : APD danoise en pourcentage de l'APD de l'UE

Années	2003	2004	2005	2006	2007	2008
%	4.71	4.76	3.78	3.79	4.16	3.99

Source : OCDE Direction de la coopération pour le développement (DCA-CAD), Statistiques de l'aide, *Statistiques de l'aide de l'UE*, en ligne, www.ocde.org/cad/stats, page consultée le 3 mars 2009.

Il existe parfois certains conflits d'intérêts entre les politiques de développement danoises et celles de l'UE. La Commission des affaires européennes danoise se charge toutefois d'informer le ministre de la Coopération pour le développement des discussions en cours au parlement européen. Le premier ministre danois a de plus créé la Commission de la mondialisation, en 2005, pour aider le MAÉ à maintenir une cohérence entre les politiques nationales de développement et les politiques régionales avec lesquelles elles pourraient entrer en conflit.¹⁰

Destination de l'aide

Partnership 2000 est le plan stratégique danois de développement élaboré par le ministre de la Coopération pour le développement. Il établit l'objectif principal de la politique danoise, la réduction de la pauvreté, et le moyen pour y arriver, des partenariats à long terme. Sept critères sont établis pour le choix des pays partenaires: i) la communication entre les gouvernements, les secteurs publics et privés et la société civile, ii) des politiques favorisant la réduction de la pauvreté, iii) des réformes permettant un développement durable iv) une vision et des valeurs partagées, v) des obligations réciproques, vi) le respect de ces obligations et vii) le maintien et la

¹⁰ *Ibid.* p.30-32.

qualité des engagements et des actions.¹¹ Dans le respect de cette stratégie, plus de la moitié de l'aide est fournie au niveau bilatéral.¹² En 2008, cette proportion atteint 65.21%.

Tableau 3 : Aide bilatérale

Années	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Millions \$ US	1 031.59	1 202.05	1 357.48	1 463.91	1 650.52	1 825.78
% de l'APD totale	59.01	59.00	64.37	65.47	64.41	65.21

Source : OCDE Direction de la coopération pour le développement (DCA-CAD), Statistiques de l'aide, *Statistiques de l'aide danoise*, en ligne, www.ocde.org/cad/stats, page consultée le 3 mars 2009.

Le Danemark met également sur pied des mécanismes d'aide par programme et par secteur, aussi nommé « pays-programme ».¹³ Ce type de partenariat est limité à une vingtaine de pays, touchant de deux à quatre secteurs par pays. Cette coopération est propre à chaque pays, qui participe activement à la création des programmes, basés sur leur propre stratégie de développement. Pour l'année 2008, 22.85% de l'aide bilatérale était acheminée à travers ces programmes.

Tableau 3.1 : Aide programme

Années	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Millions \$ US	354.36	391.15	388.16	428.81	534.15	n/d
% de l'APD totale	20.27	19.20	18.41	19.18	20.85	n/d

Source : OCDE Direction de la coopération pour le développement (DCA-CAD), Statistiques de l'aide, *Statistiques de l'aide danoise*, en ligne, www.ocde.org/cad/stats, page consultée le 3 mars 2009.

Environ 43%¹⁴ de l'aide bilatérale danoise est octroyée à des pays considérés les moins avancés (PMA). Cela représente 0,19% du RNB total de ces pays. La première destination de l'aide est l'Afrique, qui reçoit 54.28% de l'aide bilatérale, soit 895.83 millions USD. 92% de ce montant est concentré en Afrique subsaharienne. Parmi les cinq premiers pays recevant l'aide danoise, les quatre premiers sont des pays africains et reçoivent 43% de l'aide africaine. En 2008, toujours dans l'optique d'augmenter les performances de son ADP, le ministre crée la Commission sur l'effectivité du développement et de la coopération avec l'Afrique. Au cours des trois réunions prévues (la dernière se tiendra en mai 2009), il sera discuté de nouvelles

¹¹ Ministre de la Coopération pour le développement, *Denmark's Development Strategy Policy – Partnership 2000*, en ligne, <http://www.um.dk/Publikationer/Danida/English/DenmarksDevelopmentPolicyStrategy/index.asp>.

¹² Toutes les données fournies dans cette section sont pour l'année 2007, sauf indication contraire.

¹³ *Idem*.

¹⁴ Les statistiques énoncées dans ce paragraphe, incluant la table 1, proviennent de la source suivante : OCDE Direction de la coopération pour le développement (DCA-CAD), Statistiques de l'aide, *Statistiques de l'aide danoise*, en ligne, www.ocde.org/cad/stats.

« stratégies pour revitaliser et renforcer le développement international de la coopération avec l’Afrique. »¹⁵

L’Asie est la deuxième région d’implication danoise, avec 20% de l’aide bilatérale.¹⁶ Le Vietnam, jusqu’en 2007, faisait partie des cinq principaux pays partenaires. En raison de sa croissance économique rapide, le ministre prévoit une phase de retrait au profit de l’Afghanistan, qui deviendra, dès 2009, le plus important partenaire en dehors de l’Afrique.¹⁷ De même, le Danemark poursuit ses efforts de coopération et de communication avec le Moyen-Orient (entreprend suite à l’incident des caricatures) qui ne reçoit qu’un maigre 4% de l’aide bilatérale.¹⁸

Les cinq principaux États bénéficiaires de l’aide danoise ne sont pas des partenaires commerciaux importants pour le Danemark. Ils représentent, dans leur ensemble, moins de 1%¹⁹ des échanges commerciaux danois. De ces cinq partenaires, le Vietnam est celui qui commerce le plus avec le Danemark, qui prévoit tout de même réduire son aide à l’État dont l’économie connaît une forte croissance. Les intérêts économiques danois ne sont donc pas en jeu dans l’apport d’aide octroyée, et l’objectif de réduction de la pauvreté semble réellement primer.

Le Danemark poursuit, à travers l’aide multilatérale, les mêmes objectifs de développement, et a comme politique de favoriser l’aide aux États où il est déjà impliqué bilatéralement. Ainsi, une grande partie de l’aide fournie à l’Afghanistan transige par les différents organes de l’ONU impliquée au pays, telle l’UNAMA, la mission d’assistance des Nations Unies en Afghanistan.²⁰

Table 1
Principaux pays bénéficiaires de l’aide bilatérale en 2007

États	APD en millions USD
Ouganda	109.85
Nigeria	95.64
Mozambique	92.39
Tanzanie	90.07
Vietnam	82.54

Tableau 3.2 : Aide multilatérale

Années	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Millions \$ US	716.57	835.08	751.44	772.21	911.71	974.24
% de l’APD totale	40.99	40.99	35.63	34.53	35.59	34.79

Source : OCDE Direction de la coopération pour le développement (DCA-CAD), Statistiques de l’aide, *Statistiques de l’aide danoise*, en ligne, www.ocde.org/cad/stats, page consultée le 3 mars 2009.

¹⁵ Selon le texte anglais : « *strategy to re-vitalize and strenghten international development cooperation with Africa.* »; Africa Commission, *Objectives of the Africa Commission*, en ligne, <http://www.africacommission.um.dk/en/menu/About+The+Commission/Objectives/>.

¹⁶ *Statistiques de l’aide danoise*, loc. cit.

¹⁷ Danida, MAÉ, *Priorities of the Danish Government for Danish Development Assistance Overview of the Development Assistance Budget 2009-2013*, p. 14, en ligne, <http://www.um.dk/en/menu/DevelopmentPolicy/DanishDevelopmentPolicy>.

¹⁸ *Examen par les pairs*, loc. cit p.23 et *Statistiques du Danemark*, loc. cit.

¹⁹ Statistics Denmark, *Statistical Yearbook 2008*, en ligne, <http://www.dst.dk/HomeUK/Statistics/ofs/Publications/Yearbook/2008.aspx>.

²⁰ UNAMA, *Mandate*, en ligne, <http://unama.unmissions.org>.

La part d'aide danoise au niveau multilatéral est moins importante, notamment parce que le « système de gestion axé sur les résultats »²¹ est considéré défaillant par le Danemark, qui préconise une approche basée sur le progrès réel à long terme. Il a d'ailleurs réduit de près de 5% la part de l'aide multilatérale entre 2004 et 2005. Membre du Réseau pour l'évaluation de la performance des organisations internationales, le Danemark participe aussi à l'évaluation des systèmes de gestion du PNUD et de l'UNICEF. Ainsi, ses ressources sont liées selon l'efficacité des organismes dans l'atteinte des Objectifs du Millénaire.²² L'appui du Danemark à l'ONU reste néanmoins très important. En 2007, il représentait 13.57% son APD totale, alors qu'en moyenne, les membres du CAD ne lui accordaient que 5.6%.²³

Connu pour ses engagements solides envers l'aide humanitaire, le Danemark privilégie la distribution de ses fonds par les organismes multilatéraux. Afin d'améliorer l'efficacité de ce type d'aide, il a réduit, depuis 2005, ses exigences d'utilisation des ressources qu'il injecte dans leur budget général.²⁴ L'apport total de l'aide humanitaire danoise s'élevait à 121.41 millions USD²⁵ en 2007, et l'État compte augmenter ce montant en raison notamment de la crise des coûts de l'alimentaire.

Les organisations non gouvernementales (ONG) danoises sont relativement importantes au sein du système international de développement et de coopération de l'État. En 2008, près de 6% de l'APD totale²⁶ étaient versés aux ONG, présentes sur tous les continents. Grâce à ce canal, l'aide danoise rejoint près de 90 pays, ce qui semble un peu dispersé. L'avantage pour le Danemark de passer par ces organisations relève du fait qu'elles profitent d'un appui populaire plus élevé, et qu'elles peuvent rejoindre plus facilement les populations locales ciblées par l'aide, et ainsi renforcer leur participation active. Pour préserver ce caractère, il est exigé des plus importantes ONG d'autofinancer 10% de leur budget. Ces mêmes ONG sont également consultées lors de l'élaboration des politiques de développement du MAÉ.²⁷

Enjeux principaux

Partie intégrante de la politique étrangère danoise, la politique internationale de développement et de coopération est intrinsèquement liée aux questions de sécurité. La stratégie adoptée pour réduire la pauvreté entre dans l'effort du pays pour contrer la violence et « stabiliser

Table 2
Principales organisations
bénéficiaires de l'aide
multilatérale en 2007

Organisations	APD en millions USD
ONU	347.18
CE	237.76
Autres agences	103.87
IDA	94.71
Banques régionales	70.75

²¹ *Examen par les pairs, loc. cit.* p. 42.

²² *Idem.*

²³ *Statistiques de l'aide danoise, loc. cit.* Les données de la table 2 proviennent de la même source.

²⁴ *Examen par les pairs, loc. cit.* p. 19.

²⁵ *Statistiques de l'aide danoise, loc. cit.*

²⁶ *Idem.*

²⁷ Danida, MAÉ, *Danida's Annual Report 2005*, p.114-116, en ligne,

<http://www.um.dk/NR/rdonlyre/AnnualReport2005.pdf>. Les thèmes ne sont présentés dans aucun ordre particulier.

et consolider la paix. »²⁸ Cinq enjeux principaux ont été ciblés et une attention particulière est portée à l'égalité des sexes dans tous ces secteurs.

Le « développement économique et social »²⁹ est le thème qui englobe le plus de secteurs et donc, qui reçoit la plus grande part de l'APD totale, soit 22.4%³⁰ en 2007. À travers ce thème, le Danemark vise l'obtention de l'éducation et de la formation pour tous, outil nécessaire à former une main-d'œuvre qualifiée dans des domaines diversifiés. L'éducation en matière de santé est aussi très importante, surtout aux fins de prévention et de non-propagation du VIH/SIDA. L'amélioration des services de santé et de l'accès à l'eau potable est aussi un élément important. Une population en santé est plus propice au développement. L'eau potable n'est pas seulement essentielle à l'hygiène, mais aussi au secteur agricole, qui représente souvent une très grande part de la production économique. Le développement de tous les secteurs touchant à la production, que ce soit la production en elle-même, le transport des biens ou l'amélioration des réglementations commerciales est primordial à l'amélioration quantitative, mais aussi qualitative du commerce.

Les « droits humains, la démocratie et la bonne gouvernance »³¹ constituent une autre thématique importante pour le Danemark. 10.8% de l'APD lui est donc consacré. Les activités sous ce thème sont transversales – promotion et protection à travers les autres thématiques – et directes. Elles consistent principalement à l'appui de réformes et à la lutte contre la corruption. Une plus grande démocratie et une meilleure gouvernance sont un pré requis pour le développement, car la stabilité ainsi engendrée attire plus d'investissements et permet la fourniture des services de base et le fonctionnement des infrastructures.

La sécurité et la lutte contre le terrorisme comptent pour 1% de l'APD, généralement inclus dans la thématique précédente. La sécurité et la stabilité d'un État sont une pré-condition au développement. La guerre, si elle ne détruit pas complètement l'économie régulière et les infrastructures d'un pays, du moins freine le développement ou lui fait prendre du recul. Un cercle vicieux existe entre la sécurité et le développement, la pauvreté étant souvent la principale cause de conflit. Il est reproché au Danemark d'aider davantage les pays stables au détriment des « États fragiles »³², en raison des risques impliqués par ces derniers. Le gouvernement danois rappelle toutefois l'important de la prévention et du travail auprès d'États en situation postconflictuelle, qui sont souvent laissés pour compte.

Les réfugiés, l'aide d'urgence et les personnes déplacées obtiennent 6.5% de l'APD. Il importe principalement d'améliorer la capacité des pays en développement (PED) de faire face à des situations telles que l'arrivée massive de réfugiés et d'importants déplacements de population. Les pays d'accueil doivent pouvoir contrôler les camps et offrir les services de base aux réfugiés, et les pays d'origine, rétablir les conditions propices à leur retour. L'aide améliore aussi la capacité de réaction lors de catastrophes humanitaires.

L'environnement contient aussi des activités transversales et directes. Environ 3% de l'APD lui est consacré, mais le Danemark est aussi très impliqué politiquement auprès de la communauté internationale et tente de faire valoir auprès des autres donateurs la portée de l'intégration du thème dans la lutte à la pauvreté. Les PED sont les pays les plus touchés par les

²⁸ *Partnership 2002, loc. cit.*

²⁹ « Social and Economic Development », Danida, *Danida's Annual Report 2007*, en ligne, <http://www.netpublikationer.dk/um/9115/index.htm>.

³⁰ Les données statistiques de cette section sont tirées de *Statistiques de l'aide danoise, loc. cit.*

³¹ « Human Rights, Democracy and Good Governance », *Danida's Annual Report 2007, loc. cit.*

³² « *Fragile States* », *Idem.*

changements environnementaux qui affectent les réfugiés climatiques, les conflits pour les ressources et les sources de revenus telle l'agriculture. Le Danemark prône donc un développement durable respectueux de l'environnement permettant l'adaptation aux changements et leur prévention.³³

Finalement, la sensibilisation à l'égalité des sexes et l'obtention graduelle de celle-ci sont incluses dans toutes les thématiques danoises. Les femmes composent souvent le groupe le plus pauvre de la société, et l'amélioration de leur condition financière est nécessaire à l'objectif de réduction de la pauvreté. Les femmes, de par leur nombre, composent une grande part de la main-d'œuvre. Il est toutefois difficile de vérifier l'efficacité de l'aide en matière d'égalité des sexes en raison de la nature transversale du thème. Les rapports de progrès normalement établis n'incluent que les résultats propres à leur engagement d'origine. Il faudrait donc que des cibles précises soient établies, et ainsi vérifiées.³⁴

Examen de l'aide

En 2007, à peine 5% de l'aide danoise était encore liée, entièrement ou partiellement. Il s'agissait principalement de l'aide alimentaire, n'atteignant pas les 1% de l'APD. Le Danemark s'est engagé à la délier complètement dès l'année 2008.³⁵ Les données à cet effet ne sont pas encore disponibles au moment d'écrire ces lignes.

Tableau 5 : Aide déliée

Années	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Millions \$ US	464.40	1251.19	1369.22	1231.56	1 209.9	n/d
% de l'aide bilatérale*	71.5	88.8	94.5	95.3	95.5	n/d

Source : ONU, United Nations Statistics Division, *Statistiques du Danemark*, en ligne, www.unstats.un.org, page consultée le 3 mars 2009.

*Les pourcentages fournis par la base de données statistique de l'ONU se basent sur les montants des engagements du Danemark en matière d'aide bilatérale et non sur les montants réels.

Cependant, le programme de crédit mixte, autre secteur lié (seulement partiellement), ne sera pas délié. Le CAD déplore le fait que 71% des bénéficiaires de ce programme soient des PMA.³⁶ Le crédit mixte est une combinaison de prêts – sur dix ans, sans intérêt – et de subventions pour soutenir des projets n'entrant entièrement dans aucune de ces catégories. Le programme de crédit mixte implique un appui financier et technique du MAÉ et des industries danoises. Le projet ne doit pas entrer en compétition avec l'industrie danoise, donc non — viable pour le commerce international. Cette clause ne s'applique pas aux PMA.³⁷

Avec un peu moins de 5% de remise de dette en APD, le Danemark à une performance inférieure à celle des membres du CAD, qui en remettent le double. Cependant, le Danemark

³³ *Idem.*

³⁴ *Idem.*

³⁵ *Examen par les pairs, loc. cit.* p. 17.

³⁶ *Ibid.* p. 65.

³⁷ *Danida's Annual Report 2007, loc. cit.*

s'est beaucoup amélioré depuis le début des années 2000, où ce pourcentage n'atteignait pas les 2%.³⁸ Le pays s'est souscrit à ses engagements envers le G8 et contribue, depuis 2005, au Fonds pour l'allègement de la dette multilatérale érigé par la Banque Mondiale.

Tableau 5 : Remise de dette

Années	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Millions \$ US	n/d	n/d	50.33	145.53	123.29	n/d
% de l'APD totale	n/d	n/d	2.4	6.55	4.8	n/d

Source : OCDE Direction de la coopération pour le développement (DCA-CAD), Statistiques de l'aide, *Statistiques de l'aide danoise*, en ligne, www.ocde.org/cad/stats, page consultée le 3 mars 2009.

La décentralisation du système central d'aide au développement opérée par le Danemark lui a permis de se rapprocher des buts de la *Déclaration de Paris sur l'effectivité de l'aide* adoptée en 2005 par les pays donateurs. L'harmonisation et l'alignement ont été grandement favorisés. L'appropriation par le pays partenaire des politiques de développement reste encore, selon le CAD, à améliorer. Par exemple, suite à la décentralisation, le gouvernement danois a mis sur pied un système d'assurance-qualité pour s'assurer du bon fonctionnement des nouvelles structures. Une série de critères sert donc à mesurer la progression et la réalisation des buts des différents secteurs et un rapport est remis annuellement au MAÉ. Cependant, aucune copie de ce rapport n'est remise au gouvernement du pays partenaire qui se retrouve en quelque sorte, exclu du processus.³⁹ Cette situation a des répercussions sur le partage de la responsabilité. De plus, selon les employés des ambassades, l'approche par thématique nuit à l'appropriation des projets par les autorités locales, qui ne voient pas toujours la pertinence ou ne s'en sentent pas interpellées par l'enjeu.⁴⁰ On reproche au Danemark de ne pas utiliser les structures financières des pays partenaires et de plutôt déléguer la gestion des ressources aux ambassades. Le gouvernement se défend en disant que cela dépend des conditions propres à chaque pays et donne l'exemple du Ghana, où 72% de l'aide transige par les structures internes.⁴¹ Il ne faudrait toutefois pas que cette raison devienne une excuse pour ne pas faire d'efforts vers la réalisation de cet objectif. Finalement, la critique la plus sévère faite au pays est de ne pas être prévisibilité dans l'aide qu'il apporte. Cette prévisibilité est essentielle aux bénéficiaires dans le calcul de leur budget. Allouer sur papier un montant à un programme est une chose, mais le remettre en est une autre.

Conclusion

Somme toute, le Danemark est un donneur important sur la scène internationale, non par le volume de l'aide qu'il apporte, mais par la qualité de ces institutions en la matière et par sa performance générale. L'un des rares à avoir atteint l'objectif d'APD de 0.7% du RNB fixé par

³⁸ *Examen par les pairs*, loc. cit. p.36.

³⁹ *Ibid.* p. 61.

⁴⁰ OCDE, Coopération pour le développement, *Évaluation de la mise en œuvre de la Déclaration de Paris Étude de cas pour le Danemark Rapport de synthèse juin 2008*, en ligne, p.2,

http://www.diiis.dk/graphics/Subweb/paris_evaluation_web/files/pdf/fr/FR-annex75.pdf.

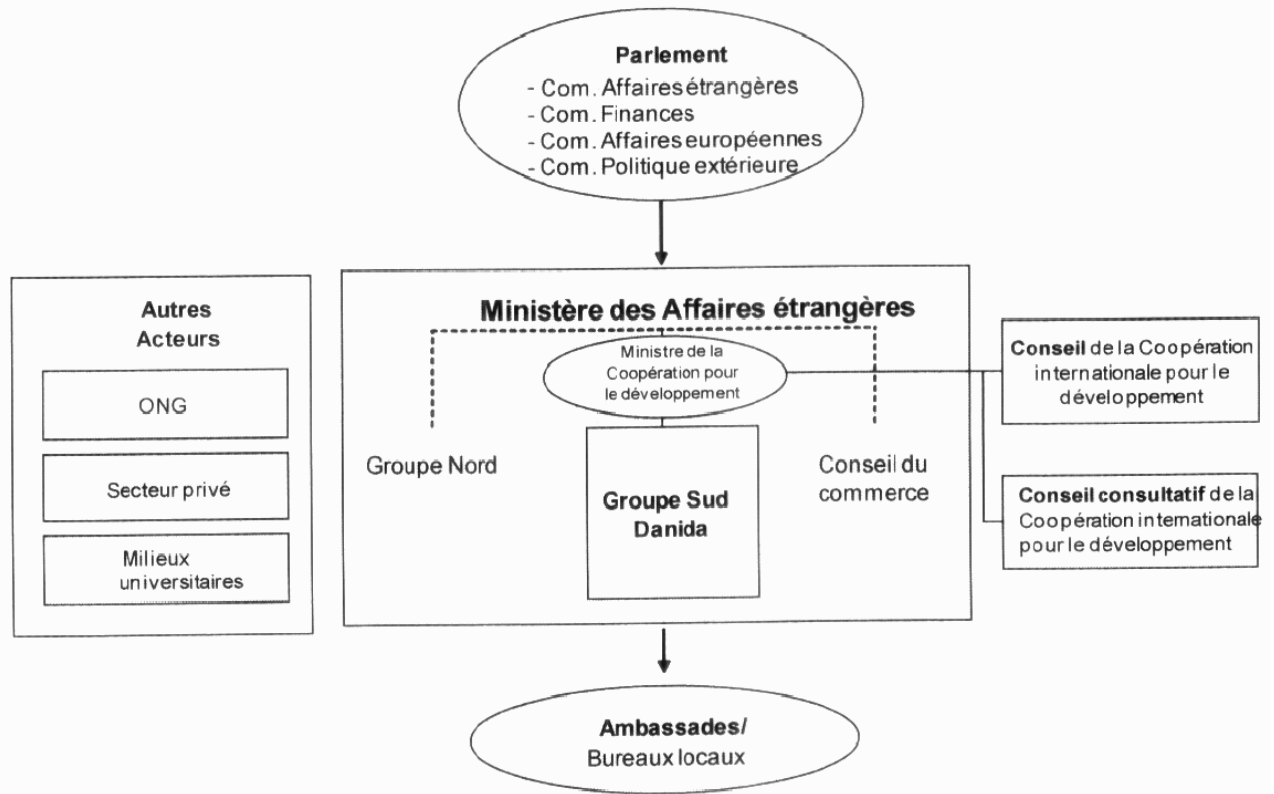
⁴¹ *Danida's Annual Report 2007*, loc. cit.

les Objectifs du Millénaire, le Danemark peut faire office d'exemple. À travers l'aide qu'il apporte aux PED, il se préoccupe d'enjeux mis de l'avant par notre époque de mondialisation. Ces enjeux sont si intrinsèquement liés qu'il serait difficile d'exclure l'un d'eux. Toutefois, une concentration sur un plus petit nombre d'éléments composant chacun de ces enjeux permettrait peut-être plus d'avancement. Le propre du Danemark est d'être aussi impliqué et interpellé par ces thèmes sur la scène du développement que dans l'arène politique. Par exemple, le gouvernement ne pousse pas seulement les PED à se préoccuper de l'environnement, mais encourage aussi tous les pays industrialisés, qui ont contribué à la situation environnementale actuelle, à réaliser leur part de responsabilité et à travailler conjointement pour améliorer la situation globale et à trouver des solutions acceptables pour les PED, leur permettant un développement durable et respectueux de l'environnement.

Le système décentralisé du Danemark comporte ses lacunes, dues en partie à sa récente création. Il y a beaucoup de pression sur les employés des ambassades, qui n'ont pas tous la formation nécessaire à la réalisation de leurs nouvelles tâches. Au niveau multilatéral, cela entraîne aussi son lot de complications du fait du nombre très élevé d'organisations où siègent des représentants danois, causant parfois un manque de cohésion. Le CAD considère toutefois que ce système permet une réaction plus rapide et adéquate aux imprévus, et invite le Danemark à tenir rapports et à évaluer son processus afin d'aider d'autres donateurs entreprenant les mêmes démarches. S'il tient compte des recommandations qui lui sont adressées et apporte les modifications nécessaires, le Danemark pourrait éventuellement assumer le leadership en matière de politique d'aide au développement.

ANNEXE 1

Figure 1. Vue d'ensemble du système danois de coopération pour le développement



Source : OCDE Comité d'aide au développement. *Danemark Examen par les pairs*, p.22, en ligne, www.oecd.org/danemark, page consultée le 3 mars 2009.

BIBLIOGRAPHIE

- Africa Commission, *Objectives of the Africa Commission*, [En ligne]
<http://www.africacommission.um.dk/en/menu/About+The+Commission/Objectives/> (page consultée le 3 mars 2009).
- Danida, *Danida's Annual Report 2007*, [En ligne]
<http://www.netpublikationer.dk/um/9115/index.htm> (page consultée le 3 mars 2009).
- Danida, MAÉ, *Danida's Annual Report 2005*, [En ligne], 144 p.
<http://www.um.dk/NR/rdonlyre/AnnualReport2005.pdf> (page consultée le 3 mars 2009).
- Danida, MAÉ, *Priorities of the Danish Government for Danish Development Assistance Overview of the Development Assistance Budget 2009-2013*, [En ligne], 20 p.
<http://www.um.dk/en/menu/DevelopmentPolicy/DanishDevelopmentPolicy> (page consultée le 3 mars 2009).
- Danida, Ministre de la Coopération pour le développement, *Denmark's Development Strategy Policy – Partnership 2000*, [En ligne]
<http://www.um.dk/Publikationer/Danida/English/DenmarksDevelopmentPolicyStrategy/index.asp> (page consultée le 3 mars 2009).
- OCDE, Coopération pour le développement, *Évaluation de la mise en œuvre de la Déclaration de Paris Étude de cas pour le Danemark Rapport de synthèse juin 2008*, [En ligne], 4 p.
http://www.diis.dk/graphics/Subweb/paris_evaluation_web/files/pdf/fr/FR-annex75.pdf (page consultée le 3 mars 2009).
- OCDE Actualité. *L'Aide au développement en 2008 à son plus haut niveau*, [En ligne]
<http://www.oecd.org/document> (page consultée le mars 2009).
- OCDE Comité d'aide au développement. *Danemark Examen par les pairs*, [En ligne], 121 p.
www.oecd.org/danemark (page consultée le 3 mars 2009).
- OCDE Direction de la coopération pour le développement (DCA-CAD), *Statistiques de l'aide. Statistiques de l'aide danoise*, [En ligne] www.oecd.org/cad/stats (page consultée le 3 mars 2009).
- OCDE Direction de la coopération pour le développement (DCA-CAD), *Statistiques de l'aide. Statistiques de l'aide de l'UE*, [En ligne] www.oecd.org/cad/stats (page consultée le 3 mars 2009).
- ONU, United Nations Statistics Division. *Statistiques du Danemark*, [En ligne]
www.unstats.un.org (page consultée le 3 mars 2009).

RIST, Gilbert. « Chapitre 6 : La modernisation entre histoire et prophétie ». In *Le développement. Histoire d'une croyance occidentale*. p. 153-177. Presses de la Fondation nationale des Sciences Politiques, Paris, 1996.

Statistics Denmark, *Statistical Yearbook 2008*, [En ligne]
<http://www.dst.dk/HomeUK/Statistics/ofs/Publications/Yearbook/2008.aspx> (page consultée le 3 mars 2009).

UNAMA, *Mandate*, [En ligne] <http://unama.unmissions.org> (page consultée le 3 mars 2009).